

Art. 4. Le VIZO peut, en vue de l'exécution des missions énoncées aux articles 2 et 3, faire appel à des tiers.

Art. 5. § 1er. Le VIZO peut, en vue de l'exécution des missions en matière de formation telles que visées à l'article 3, 1^o et 2^o, confier des tâches à des organisations interprofessionnelles d'indépendants et de petites et moyennes entreprises.

§ 2. Il faut que les organisations visées au § 1er soient agréées en tant qu'organisations interprofessionnelles par le Conseil supérieur des Classes moyennes, créé en vertu de la loi du 6 mars 1964 portant organisation des Classes moyennes.

§ 3. Les missions visées au § 1er s'appuient sur un programme établi annuellement par le VIZO. Les organisations interprofessionnelles peuvent introduire, dans le cadre de ce programme, des projets, sous forme d'offres. Le conseil d'administration décide de l'adjudication. L'estimation des coûts couvrira aussi bien les frais de fonctionnement que les frais de personnel.

§ 4. Le VIZO effectue le paiement des frais sur base d'une avance de 50 % versée lors de l'adjudication. A la fin du premier trimestre de l'année d'activité, un rapport intérimaire de réalisation doit être remis. Il mentionnera les dépenses de fonctionnement et de personnel effectivement consenties. Le solde de 50 % sera versé après l'approbation, par le conseil d'administration, du rapport de réalisation définitif et du décompte final.

§ 5. Le budget maximum à prévoir chaque année pour les missions visées au § 1er est calculé sur base du nombre d'heures de formation effectivement organisées tel que prévu au Titre Ier, chapitres 2, 3 et 4 du décret. En vue de la fixation de ce budget, le prix unitaire de l'heure de formation est de 16 francs. Ce prix unitaire est ajusté le 1er janvier de chaque année à l'évolution de l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année précédente, étant entendu que le premier ajustement ait lieu le 1er janvier 1995. Ce prix unitaire est calculé comme suit :

$$\frac{\text{montant fixé} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice décembre 1993}}$$

Art. 6. § 1er. Est abrogé le Chapitre VI "Coordination des cours de formation permanente"; y compris les articles 8, 9, 10, 11 et 12 de l'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 relatif aux cours de formation de base.

§ 2. Est abrogé l'article 11 de l'arrêté ministériel du 27 mars 1979 fixant l'intervention financière de l'Etat dans la formation permanente telle que régie par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente des classes moyennes.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 21 septembre 1994.

Art. 8. Le Ministre flamand ayant la formation agricole et la formation des classes moyennes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 septembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand
et Ministre flamand chargé de l'Economie, des P.M.E., de l'Energie, de la Politique scientifique
et des Relations extérieures,
L. VAN DEN BRANDE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 3039

4 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 8 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n^o 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n^o 456 du 10 septembre 1989 et par le décret du 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1961, 21 juin 1962, 14 novembre 1963, 10 mars 1965, 14 février 1966, 30 novembre 1966, 15 mars 1967, 24 mars 1967, 7 septembre 1969, 15 décembre 1969, 22 janvier 1970, 6 avril 1970, 1^{er} juin 1970, 20 juillet 1970, 22 octobre 1971, 29 octobre 1971, 9 décembre 1971, par la loi du 8 février 1974, par les arrêtés royaux des 18 février 1974, 15 janvier 1975, 10 juin 1976, 9 juillet 1976, 13 décembre 1976, 15 avril 1977, 18 avril 1977, 15 décembre 1978, 8 mars 1979, 6 février 1980, par les arrêtés royaux n^o 63 du 20 juillet 1982, n^o 181 du 30 décembre 1982, n^o 269 du 31 décembre 1983 et n^o 279 du 30 mars 1984, par la loi du 1^{er} août 1985, par l'arrêté royal du 14 octobre 1985, par la loi du 27 février 1986 et par l'arrêté du Gouvernement du 16 septembre 1993;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 21 mai 1976, 31 mai 1976, 8 juillet 1976, 15 septembre 1976, 1^{er} octobre 1976, 9 février 1978, 22 octobre 1979, 7 mars 1980, 26 mai 1983, 24 juillet 1984, 11 septembre 1984, 8 mai 1987, 10 février 1988, 21 avril 1988, 13 janvier 1989, par les arrêtés de l'Exécutif des 31 août 1989, 29 août 1990, 21 juin 1991, 7 novembre 1991 et les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993 et 27 janvier 1994;

Vu le Protocole du 13 septembre 1994 du Comité de secteur IX;

Vu l'Accord du Ministre du Budget donné le 10 juin 1994;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 septembre 1994,

Arrête :

Article 1^{er}. Le tableau des échelles de traitement annexé à l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} janvier 1990 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat est modifié par le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 octobre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,

Ph. MAHOUX

ANNEXE

Echelles de la classe (24 ans)		
1 ^o au 1 ^{er} janvier 1990 :		
421	434	443
727701 — 1 389 100	950 599 — 1 551 998	1 206 463 — 1 807 862
3/1 × 25 504	3/1 × 25 504	3/1 × 25 504
11/2 × 47 717	11/2 × 47 717	11/2 × 47 717
449	479	
1224563 — 1 825 962	1 232 790 — 1 857 230	
3/1 × 25 504	3/1 × 27 149	
11/2 × 47 717	11/2 × 49 363	
2 ^o au 1 ^{er} novembre 1990		
421	434	443
803455 — 1 416 881	969 811 — 1 583 037	1 230 592 — 1 844 018
3/1 × 26 015	3/1 × 26 015	3/1 × 26 015
11/2 × 48 671	11/2 × 48 671	11/2 × 48 671
449	479	
1249054 — 1 882 480	1 257 446 — 1 894 393	
3/1 × 26 015	3/1 × 27 692	
11/2 × 48 671	11/2 × 50 351	
3 ^o au 1 ^{er} novembre 1991 :		
421	434	443
811490 — 1 431 053	979 307 — 1 598 870	1 242 898 — 1 862 461
3/1 × 26 275	3/1 × 26 275	3/1 × 26 275
11/2 × 49 158	11/2 × 49 158	11/2 × 49 158
449	479	
1261545 — 1 881 108	1 270 020 — 1 913 332	
3/1 × 26 275	3/1 × 27 969	
11/2 × 49 158	11/2 × 50 655	

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 3039.

4 OKTOBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinstellingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze instellingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 september 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 van 31 maart 1984, de wet van 31 juli 1984, het koninklijk besluit van 28 september 1984, het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1989 en het decreet van 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1961, 21 juni 1962, 14 november 1963, 10 maart 1965, 14 februari 1966, 30 november 1966, 15 maart 1967, 24 maart 1967, 7 september 1969, 15 december 1969, 22 januari 1970, 8 april 1970, 1 juni 1970, 20 juli 1970, 22 oktober 1971, 29 oktober 1971, 9 december 1971, de wet van 8 februari 1974, de koninklijke besluiten van 18 februari 1974, 15 januari 1975, 10 juni 1976, 9 juli 1976, 13 december 1976,

15 april 1977, 18 april 1977, 15 december 1978, 8 maart 1979, 6 februari 1980, nr. 63 d.d. 10 juli 1982, nr. 161 d.d. 30 december 1982, nr. 269 d.d. 31 december 1983 en nr. 279 d.d. 30 maart 1984, de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit van 14 oktober 1985, de wet d.d. 27 februari 1986 en het besluit van de Regering d.d. 16 september 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 en 31 mei 1976, 8 juli 1976, 15 september 1976, 1 oktober 1976, 9 februari 1978, 22 oktober 1979, 7 maart 1980, 26 mei 1983, 24 juli 1984, 11 september 1984, 8 mei 1987, 10 februari 1988, 21 april 1988, 13 januari 1989, de besluiten van de Executieve d.d. 31 augustus 1989, 29 augustus 1990, 21 juni 1991, 7 november 1991 en de besluiten van de Regering d.d. 19 juli 1993 en 27 januari 1994;

Gelet op het Protocol d.d. 13 september 1994 van sectorcomité IX;

Gelet op het Akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juni 1994;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 26 september 1994,

Besluit :

Artikel 1. De tabel met weddeschalen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, wordt gewijzigd door de bij dit besluit gevoegde tabel.

Art. 2. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 oktober 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

BIJLAGE

1° op 1 januari 1990 :

421	434	443
787 701 — 1 389 100	950 599 — 1 551 998	1 206 463 — 1 807 862
3/1 × 25 504	3/1 × 25 504	3/1 × 25 504
11/2 × 47 717	11/2 × 47 717	11/2 × 47 717
449	479	
1 224 563 — 1 825 982	1 232 790 — 1 857 230	
3/1 × 25 504	3/1 × 27 149	
11/2 × 47 717	11/2 × 49 363	

2° op 1 november 1990 :

421	434	443
803 455 — 1 416 861	969 611 — 1 583 037	1 230 592 — 1 844 018
3/1 × 26 015	3/1 × 26 015	3/1 × 26 015
11/2 × 48 671	11/2 × 48 671	11/2 × 48 671
449	479	
1 249 054 — 1 862 480	1 257 446 — 1 894 393	
3/1 × 26 015	3/1 × 27 692	
11/2 × 48 671	11/2 × 50 351	

3° op 1 november 1991 :

421	434	443
811 490 — 1 431 053	979 307 — 1 598 870	1 242 898 — 1 882 461
3/1 × 26 275	3/1 × 26 275	3/1 × 26 275
11/2 × 49 158	11/2 × 49 158	11/2 × 49 158
449	479	
1 261 545 — 1 881 108	1 270 020 — 1 913 332	
3/1 × 26 275	3/1 × 27 969	
11/2 × 49 158	11/2 × 50 855	